

# TRIBUNE ALGERIENNE

- Le pouvoir contre l'UGTA
- La grève des dockers d'Alger

Supplément à TRIBUNE Algérienne n° 11

SEPT 77

2<sup>F</sup>



"neutralistes", tiers-mondistes et "non alignés", en préconisant le nouvel ordre international, Boumediene croyait avoir créé les conditions politiques internationales capables de neutraliser l'impérialisme et lui permettre de réaliser son modèle algérien de développement. Pure imbécilité d'un colonel médiocre, à la conception policière de l'histoire, ignorant des lois fondamentales de l'économie et naïf au point de croire que l'action diplomatique à l'ONU et la pression des cartels (OPEP) et blocs hétéroclites (Congrès Islamique, 77 de Lima...) peuvent aboutir à normaliser le système monétaire international et démocratiser les structures de l'économie mondiale à l'époque de l'impérialisme.

Six ans après la nationalisation de 1971, quels sont les résultats de cette brillante politique économique ?

1/ Les revenus des hydrocarbures n'ont pas permis de dégager comme l'ont cru Abdesselam - Ghazali - Khodja et autres planificateurs - les masses financières capables de réaliser le développement harmonieux et planifié des différents secteurs de l'industrie. En effet les revenus servent à

- rembourser les actions des sociétés nationalisées, les dettes énormes contractées auprès des banques mondiales et leurs intérêts
- payer les bureaux d'études américains et leurs experts qui programment la prospection, l'exploitation, l'écoulement, la transformation et la livraison des hydrocarbures.
- payer les investissements prioritaires exigés par les experts des banques mondiales ( pipe-lines, usines de liquéfaction de gaz, achats métallurgiques...); pour que le produit soit livré à domicile aux USA.

Ainsi si l'on défalque des revenus pétroliers, la part des frais énormes payés aux bureaux, aux experts, aux banques ..., il apparaît que la fraction restante n'a augmenté qu'en raison d'une production pétrolière accrue.

2/ Une large partie du reliquat sert à financer les investissements dans le secteur des hydrocarbures : achat d'usines et de matériel ultra-moderne aux USA qui se sont assurés de la maîtrise technologique de tout ce secteur.

Ainsi par les contrats de longue durée (25 ans), le contrôle financier (les banques mondiales ne débloquent les crédits que par tranche) le rattachement de fait du dinar au dollar (90 % des exportations algériennes sont des hydrocarbures payés en dollars) le contrôle de tout l'appareil industriel pétrolier acheté aux USA par les bureaux d'études et le contrôle de la technologie, l'impérialisme réalise ses objectifs : pomper toute la substance utile de l'Algérie, payer en pétro-dollars (dollars arabes recyclés par les banques américaines) mais imposer l'achat d'un matériel sophistiqué et ruineux que seuls les USA peuvent produire.

Ainsi non seulement les USA ne paient pas cher le pétrole algérien mais ils s'assurent le contrôle de tout l'appareil de production. \*(1)

Dans la présentation des plans comme dans les différents budgets, cette dépendance est soigneusement camouflée dans les rubriques générales : industrie, équipement ...

3/ Les revenus des hydrocarbures ne permettent pas "l'industrie industrialisante" : le pétrole est exporté à l'état brut (45 millions de tonnes sur un total de 50,1 million de tonnes en 1976, les usines ultra-modernes ne créent que peu d'emplois car tout le matériel sophistiqué est acheté à l'étranger et non pas créé sur place .

Cela apparaîtra fatalement dans les chiffres officiels .

- Les seules recettes pétrolières ont dépassé 5 milliards de dollars en 1976 (plus de 25 milliards de DA), la fiscalité des hydrocarbures (gaz- pétrole) n'est dans le budget 1977 que de 16,5 milliards de DA. Plus de 10 milliards ont disparus !

\* (1) :

Ainsi l'achat du méthanier géant "Larbi Ben M'hidi" par la CNAN n'est pas le signe de la "consolidation de l'indépendance" mais celui de son enchaînement à l'impérialisme . "Le "Larbi Ben M'hidi" est destiné au charement du gaz naturel liquéfié de SKIKDA vers la côte Est des Etats Unis" (El Moudjahid, 18 Juillet 1977) . Conçu et fabriqué sur des chantiers algériens et en fonction des besoins des USA, ce méthanier qui a coûté une fortune à l'Algérie ne servira qu'à renforcer l'économie américaine . Ajoutez que le chantage à l'embargo est exclu par suite de l'enchaînement de l'Algérie qui doit livrer régulièrement et en quantité croissante son gaz et son pétrole pour rembourser les banques mondiales . Ainsi en cas d'un éventuel conflit au Proche Orient, c'est le pétrole algérien qui alimentera la machine de guerre américaine dont une fraction est régulièrement rétrocédée à l'Etat d'Israël .

- Une large partie du budget est consacrée aux investissements planifiée (25 milliards de DA sur un total de 27, 75) mais ces chiffres ne sont pas l'indice d'un développement industriel réel puisqu'une large partie est affectée au secteur des hydrocarbures exportés .

La comparaison doit être faite entre les recettes pétrolières et le développement des industries mécaniques , de l'infrastructure routière, ferroviaire et portuaire, de la construction, de l'urbanisme, de l'alimentation, et de la pétrochimie (plastiques, textiles, peintures ...) de l'équipement . Et là, de l'aveu même du pouvoir, les entreprises publiques ne sont pas rentables, malgré l'exploitation forcenée des travailleurs (cf la série d'articles d'El Moudhahid de Juillet 1977 sur "les industries mécaniques deux ans après").

Si l'on considère que dans un pays économiquement arriéré l'évolution du secteur agricole constitue l'un des meilleurs révélateurs du développement économique, les chiffres retenus dans le budget 1977 sont édifiants :

hydraulique : 0,212 milliards de DA en 1976 et 0, 132 en 1977, ce qui marque une sérieuse baisse compte tenu de l'inflation .

Développement rural : 1, 067 milliards de DA en 1976 et 1, 08 en 1977, ce qui est dérisoire par rapport aux besoins (le budget des affaires religieuses est de 1,41 milliards DA et celui de l'armée de 1,6 milliards .)

4/ Depuis 1975, les Banques mondiales tiennent la cragée haute à Boumediene . Pour chaque tranche de crédit débloqué, l'impérialisme exige des avantages économiques (contrats de longue durée, alignement du DA sur le dollar ...) et politiques (soutien des Accords de Paris qui perpétueraient la division en deux du Viet-Nam , des accords de Alvor pour un gouvernement tripartiste (MPLA - UNITA - FLNA) en Angola, accord Iran - Irak d'Alger liquidant la rébellion kurde, silence sur le massacre des palestiniens au Liban , soutien au régime décomposé du sénile Bourguiba et à son dauphin musclé Belkhodja ...)

C'est pour déserrer cet étau que Boumediene s'est tourné vers Giscard en 1975 . Mais comme les trusts germano-américains ont tout raflé et que les experts français ont trouvé en Algérie "plus de dettes que de pétrole", (Expansion, Mars 1975) la coopération reste toujours suspendue .

que l'impérialisme

C'est dans ces conditions/resserre sa pression sur l'Algérie. Le FMI a imposé à Boumediene un budget d'austérité qui ressemble comme un frère à celui imposé à Sadate .

Rockefeller, patron de la Chase Manhattan Bank est venu signifier à Boumediene les exigences des Banques américaines : démantèlement de tout le secteur public et transformation des sociétés nationales en filiales des trusts internationaux, nouveau code des investissements, intégration plus étroite de l'économie algérienne dans le marché américain, diminution des coûts de

production algériens par le renforcement de la discipline, la diminution massive de la consommation, le renforcement de l'exploitaton, la liquidation de toute la qualification du travail ...

C'est dans ce contexte que se place l'offensive de Boumediene contre l'UGTA , qui, si elle aboutissait, marquerait une étape importante dans le renforcement de la dictature .

A l'inverse, une défaite signifierait la faillite de la bataille de la production / gestion, une défaite personnelle de Boumediene qui détient tous les pouvoirs réels et donc une aggravation de la crise du régime . C'est dire l'enjeu de la bataille qui s'engage actuellement .

Aux côtés des travailleurs, Tribune Algérienne qui lutte contre les structures corporatistes de la Gestion Socialiste des Entreprises (GSE) et pour l'indépendance de l'UGTA envers l'Etat, engage le combat pour un Congrès démocratique de l'UGTA .

Les notes et analyses qui suivent ne servent qu'à préparer ce combat.

\* \*

\*



"travailleurs (là ce sont quelques critiques polies contre certains PDG "travailleurs") et qu'il est de leur devoir d'opter pour l'esprit de dialogue et de compréhension dans la résolution des problèmes et d'éviter les conflits,"

Le but de la GSE c'est d'harmoniser les intérêts des PDG de la DNC-ANP et patrons patriotes avec ceux des travailleurs. Comment ? Les PDG doivent être plus compréhensifs, plus aimables et les ouvriers travailleurs plus et mieux, avec des salaires calculés en fonction de la productivité du travail et du revenu national, car dit le Dr AMIR :

"Nous sommes obligés de ne pas consommer plus que nous ne produisons  
.. En augmentant la production en améliorant sa qualité, nous améliorons du même coup le niveau de vie".

Ce langage n'est pas nouveau. Les travailleurs l'ont entendu depuis le début du 19<sup>e</sup> Siècle, depuis la mise en place du régime capitaliste. C'est le langage des patrons accusent les travailleurs de trop consommer et de ne pas consacrer tout leur temps à l'accumulation du capital.

Bien sûr Amir parle "d'édification nationale" et d'avenir radieux, mais si l'étiquette change, la marchandise est la même.

En avalisant cette politique, BENIKOUS participe à l'offensive menée par BOUMEDIENE - AMIR contre la classe ouvrière et trahit son mandat syndical. Il a dit :

" Les travailleurs ont pris à leur compte la réussite des plans de développement et se sont engagés à veiller sur les intérêts de leurs entreprises et à demeurer mobilisés en permanence (sic!) pour combattre le gaspillage, le laisser aller, l'absentéisme, la bureaucratie et le non respect de l'application des textes ? Ils considèrent et sont pleinement convaincus que l'élargissement et l'approfondissement de leur responsabilité et leur participation d'une façon plus accrue à l'élaboration des plans de production, du budget et à la pratique d'un contrôle effectif par l'intermédiaire de leur instance syndicale renforceront et consolideront les bases de notre Révolution Socialiste triomphante."

Dans une interview à "El Moudjahid" du 29 - 30 /4/77, BENIKOUS s'était félicité de la création des cités ouvrières près des usines, car cela permettra aux ouvriers de consacrer à la production les heures passées dans les transports.

"La création des cités ouvrières permettra aux travailleurs d'être près de leur unité. Ils pourront ainsi, sans doute rentabiliser davantage leur unité. Nous nous permettons de saluer la création

"du ministère de l'habitat et de la construction, ministère qui va  
"sans doute solutionner dans une certaine mesure ce problème cuisant."

Le pouvoir veut instaurer des crèches, des cantines, des écoles et des  
loisirs à l'entreprise, car dégagé de tout souci matériel, l'ouvrier pourra con-  
sacrer 16 à 18 heures par jour à son travail .

BENIKOUS applaudit à ces intentions . Mais est-ce son rôle ? Les  
travailleurs l'ont -ils mandaté pour faire de l'UGTA, instrument de la défense  
de leurs droits une machine chargée de les enchaîner "en permanence" au pouvoir,  
soumis lui-même au diktat du FMI et de Rockefeller .

\*

\*

\*

\*\*\*\*\*  
\* LE ROLE DU SYNDICAT \*  
\* \* \* \* \*  
\*\*\*\*\*

Pour le 8° Congrès des syndicats polonais, la direction de la UGTA avait envoyé une délégation - on est très attentif en Algérie aux Congrès des syndicats bureaucratés ! - dont une sorte de compte-rendu a été publié dans "Algérie - Actualités" du 25/2 au 3/3/ 1977, sous le titre "le rôle du syndicat" et qui est plein d'intérêt .

Ainsi la participation de Gierak, Secrétaire Général du POUP et chef d'Etat est signalée, mais en tant que simple "délégué représentant la corporation des mineurs" .

Où va-t-on si l'on signale que, dans un pays où le régime capitaliste a été abrogé, les syndicats tiennent leur congrès avec leurs seuls délégués, sans la présence à la tribune des chefs de l'armée, de la Sûreté Nationale et de la police, un Congrès où le chef de l'Etat, ancien mineur est un simple délégué ?

N'est-ce pas une critique subversive de notre pratique syndicale algérienne, où les autorités président et contrôlent strictement les congrès régionaux de l'UGTA ?

Ainsi le Congrès de l' UW - UGTA de Constantine fut présidé et dirigé par le Secrétaire Général de l'UGTA BENIKOUS et aussi par "le commandant de secteur militaire, le commissaire national du Parti, le Président de l'APC et les responsables locaux des organisations de masse" (El Moudjahid 20-21 Mai 1977) .

N'est-ce pas suggéré aux militants de l'UGTA de n'accepter au prochain congrès National que leurs délégués élus et mandatés et d'expulser de la tribune les dirigeants de l'ANP, de la police, de la Sûreté Nationale, du darak et Watani et autres membres de l'appareil d'Etat dont les intérêts sont contradictoires avec ceux de la classe ouvrière ?

N'est-ce pas suggérer qu'à ce Congrès de l'UGTA, Boumediene chef du FLN et de l'Etat n'y participe qu'en tant que simple délégué de la corporation des instituteurs coraniques ?

Par ailleurs, le compte-rendu souligne que le plan quinquennal 1971-75 a abouti à une augmentation de la production industrielle de 72 % qui s'est traduite par une hausse moyenne des salaires réels de plus de 40 % et par "un accroissement important des revenus des travailleurs des villes et des campagnes... un renforcement de la protection sociale et sanitaire et à l'approfondissement des progrès enregistrés dans le domaine de la culture ... un accroissement en flèche de la consommation, notamment de certains produits ... / ...

tels que la viande et les produits de l'industrie électro-ménagère ..."

Dangereux exemple pour les travailleurs algériens qui ont trimé dur de 1965 à 1975 pour un salaire réel et misérable et bloqué, parce-qu'il fallait gagner la bataille de l'investissement, et qui maintenant, doivent travailler plus et serrer la ceinture parce-qu'il faut gagner la bataille de la gestion. Ne sont-ils pas fondés en suivant l'exemple des syndicats polonais de demander à Boumediene : où sont nos 40 % de hausse des salaires réels après les 1° et 2° plans ? Où est l'accroissement en flèche de la consommation (viande, électro-ménager ...) ?

Mais bien sûr, Tribune Algérienne a mauvais esprit !

L'article ne donnait ces chiffres que pour indiquer qu'en Pologne, l'amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs ne peut provenir que de l'accroissement de la productivité, ce qui est la thèse du pouvoir : Travaillez plus et mieux, vos enfants en profiteront !

Et aussi pour conseiller aux travailleurs algériens de ne suivre les mauvais exemple des "groupes minoritaires et anti-socialistes (qui s'appuyant sur les catégories les moins expérimentées des travailleurs" ont créé "des actes de désordre dans deux petites localités (URSUS et RADOM) .

En fait de "désordre" il s'agissait d'une saine réaction de la classe ouvrière polonaise, qui a imposé à GIEREK l'abandon des hausses de 15 à 20 % sur les produits alimentaires. Et cela malgré tous les beaux discours sur la bataille de la production et de la gestion, l'intérêt national ...

Cette réaction similaire à celle de la classe ouvrière et de la jeunesse égyptienne, qui ont imposé à SADATE, l'annulation des hausses sur les produits courants, hante le sommeil de nos dirigeants et de leurs agents dans l'UGTA. Conjurer le spectre d'un soulèvement de la classe ouvrière et de la jeunesse algérienne exigeant de Boumediene la fin du chômage, des restrictions, de la misère, et un niveau de vie décent, tel est aussi le sens de cet article dégoulinant de peur.

\*

\*

\*

## LA GREVE DES DOCKERS D'ALGER

---

La grève des dockers de Mai 1977 est la première bataille d'envergure engagée par la classe ouvrière contre le régime de Boumediene, après le replatrage des institutions visant à légitimer la dictature militaro policière issue du putsch du 19 Juin 1965.

Il s'agit là, de la première réponse de la classe ouvrière au "Message à la Nation" de Boumediene, annonçant une ère d'austérité, de discipline et de rigueur. C'est aussi la réponse au discours du 1er Mai de AMIR, avalisé par BENIKOUS, annonçant que la bataille de la production-gestion ne pouvait être gagnée que par l'augmentation de la durée du travail et des cadences, la mise en place d'une grille de salaires basée sur la productivité du travail, la refonte de toute la législation du travail, et l'intégration définitive de l'UGTA dans les structures corporatistes de la Gestion Socialiste du travail (G.S.E) avant Décembre 1977.

Mais pourquoi les dockers et pourquoi la grève? Sur quelle plate forme? Qui a dirigé la grève? Quelle fut la position de la direction de l'UGTA? Comment ont réagi Boumediene-Amir? Quelle a été la réaction de l'ensemble des dockers et de la classe ouvrière algérienne? Qui a gagné et quels sont les nouveaux rapports entre les classes qui s'établissent en Algérie depuis Mai 77?

C'est à ces questions que nous allons commencer de répondre dans ce document qui constitue une première analyse de cette grève remarquable.

I/ Pourquoi les dockers? Depuis les années 1925-30, les dockers ont une solide tradition de combattivité et d'organisation, qui ont fait de cette corporation, l'un des piliers du mouvement ouvrier algérien. Et c'est pourquoi après l'indépendance, les Sociétés étrangères : SCHIAFFINO, WORMS, CHARLES LE BORGNE, SNIM.... conserveront le quasi monopole sur la manutention, les opérations d'arrimage et de désarrimage, de gardiennage et d'emmagasinage sur les quais, les terres pleins et les hangars.

En Avril 1971, la SONAMA remplaça ces entreprises, mais les mêmes méthodes de gestion prévalurent : embauchage chaque jour par les agents du B C M O ( Bureau Central de la Main d'oeuvre ) qui faisaient appel en priorité aux dockers professionnels, puis aux porte faix munis de carnets, et selon les besoins, aux occasionnels.

En Avril 1974, la SONAMA décida d'intégrer 5000 dockers, car  
.../...

" sûre d'un effectif permanent, elle organisera ce personnel en équipes prêtes à toute éventualité. Le rendement serait meilleur et le travail plus rationnel "

( El Moudjahid - 12 Avril 1974 ).

Malgré les avantages sociaux promis, nous dit-on

" La première réaction des dockers que nous avons vus à tous les niveaux a été la réserve ". " Pour un sujet aussi important, on doit nous consulter. Tout fait accompli est à rejeter ".... On nous payera au mois, d'accord, mais à combien ? Nous accordera-t-on une mensualité nous permettant de mener une vie décente ? Travaillerons-nous dans de bonnes conditions d'hygiène et de sécurité ? "....( id )

Avec un sûr instinct de classe, les dockers comprenaient que cette initiative de la direction de la SOMAMA ne présageait rien de bon. Et de fait, la réorganisation "socialiste" aboutit à la constitution d'équipes permanentes fonctionnant selon le principe des 3 X 8, le renforcement de la discipline, l'alignement des salaires sur ceux du secteur public....

La corporation normalisée, Boumediene lança le 10/2/75, l'ordre de désengorger le port d'Alger 24 H sur 24. UN Comité spécial de 11 sociétés nationales ( sous le contrôle de la DNC - ANP ) fut créé avec pour objectif d'imposer le travail de nuit et les nouvelles cadences à l'ensemble des travailleurs du secteur public, décrétés tous "volontaires" ce qui évitait de payer ce surcroît de travail en heures supplémentaires.

Et comme d'habitude, le pouvoir présente cette politique d'extorsion maximum de la plus value, comme une politique anti-impérialiste, et il rend à l'avance les travailleurs responsables des résultats de la politique qu'il lui impose.

Ainsi dans El Moudjahid du 13/2/75, on peut lire :

" Le succès ou l'échec dépendent en grande partie de l'effort des travailleurs sur le terrain et de leur prise de conscience. Il s'agit notamment pour eux de se mobiliser pour le succès de l'entreprise sachant que l'engorgement des ports est préjudiciable à l'économie nationale dont ils sont les bâtisseurs et aussi les bénéficiaires.

Ainsi ils seront responsabilisés, afin que disparaisse la mentalité de "salaire pour laisser place à l'engagement total qui se traduira par une participation active et consciente à l'effort national de développement "

Mais ce beau discours ne fut pas compris par les dockers "inconscients", qui ne se sentaient pas responsables de l'engorgement du port d'Alger. Ils ont tous les

pouvoirs, ils dépensent sans compter, ils gaspillent, mènent une vie de bourgeois, sont arrogants et lorsque la catastrophe est là, on fait appel à l'esprit civique des travailleurs pour rattraper gratuitement les erreurs des dirigeants faillis corrompus et inamovibles. Et l'opération tourna court.

La presse fut alors autorisée à mener une vaste campagne pour "sensibiliser les travailleurs et les PDG des sociétés nationales, peu soucieux d'affronter leurs salariés, ainsi peut-on lire ces lignes étonnantes dans El Moudjahid du 19/2/75

" Ici est présente la vision de plusieurs milliards de devises perdues à jamais pour notre économie et pour la construction du pays... La SONATRACH a importé des produits chimiques devenus la proie des intempéries, depuis 1965. Elle n'est pas la seule société à avoir laissé pourrir ses produits importés.... Ici sont présentes toutes les preuves d'un véritable crime économique, d'un gaspillage injustifiable et inqualifiable ".

Mais comme il n'était pas question de sanctionner les PDG de la Sonatrach ( ABDESSELAM-GHOZALI ) ni ceux des autres sociétés nationales, le pouvoir entreprit de réorganiser.... la Fédération des ports et docks de l'UGTA d'Alger, en faisant élire une nouvelle direction, qui entreprit aussitôt de relancer le volontariat chez les dockers au nom de la lutte contre l'impérialisme.

...El Moudjahid du 20/2 s'exprime pour eux en ces termes :

" L'actuelle opération vise en libérant les quais et les terres pleins à permettre aux navires en rade de décharger nos marchandises. Le succès d'une telle opération se traduira pour le pays, par une économie importante de devises. Ce seront en effet autant de millions de dinars en surestaries qui iront non pas dans les caisses des armateurs étrangers, mais qui prendront part à la bataille livrée par le pays pour son édification ".

Les dockers ne furent pas plus convaincus, mais jusqu'à la fin Février, ils furent contraints de travailler dans les pires conditions d'hygiène et de sécurité ( 5 morts, des dizaines de blessés ).

Ils purent apprécier ce qu'étaient le volontariat, la gestion socialiste, l'abandon de la mentalité de "salarié" pour celle de travailleur gestionnaire conscient et responsabilisé, la bataille pour l'édification nationale... La leçon ne sera pas perdue.

Poursuivant méthodiquement son offensive, le pouvoir lance en Mai 1975 une grande campagne de mobilisation de la population algéroise, en vue d'assainir la capitale encombrée

.../...

par :

" des dizaines de milliers de tonnes de détritiques et de déchets de toutes sortes.... sans cette action d'assainissement ( Alger ) aurait pu devenir le royaume des rats et le couvoir par excellence des maladies et des épidémies " ( El Moudj. 4-5 Mai 75 )

Cette révélation en dit long sur l'incapacité organique de ces dirigeants et de ce pouvoir à régler la moindre des tâches. Mais cette campagne avait pour but de généraliser le volontariat à toutes les entreprises, la jeunesse et la population.

Les travailleurs et la jeunesse comprirent aussitôt que la volonté de blanchir Alger cachait les plus noirs desseins et ils s'abstinrent. Quant aux dockers, sollicités à nouveau, ils répondirent par la grève massive et unitaire. Les revendications furent posées :

- Rappel sur le salaire de base dû à la permanentisation et à partir de la date de mise en application
- Horaires de travail conformes à l'ordonnance assimilant les dockers aux travailleurs des mines ( 6 heures la bordée ou schift au lieu de 7 heures )
- Droit à certaines primes reconnues par la législation du travail ( salissures, risques....)

En bref une remise en question de tout le statut "socialiste" de la SONAMA !

Imposant à la nouvelle direction de l'UGTA de les défendre, déterminés, solidement organisés et contrôlant leur mouvement : Assemblée Générale quotidienne, comité de grève, piquets de grève... les dockers résistèrent à l'action des PDG de la SONAMA, du Wali, du FLN et de la police et ne reprirent le travail que parce que Boumediene venu au port, s'engagea personnellement à satisfaire toutes les revendications des grévistes.

Cette magnifique victoire des dockers relayant celle des métallurgistes de la SNS de Kouba ( oct 74 ) portait un coup fatal au volontariat de masse et remettait en cause toute la politique de Boumediene.

## II/ Pourquoi la grève de Mai 1977 ?

Le replatrage des institutions effectué, le pouvoir reprit son projet de mobilisation des travailleurs dans le cadre du volontariat, stoppé un moment par la grève des dockers.

A la session de l'APW d'Alger d'octobre 1976, le colonel-Wali BOUHARA définit sans détours ce projet. Critiquant les "insuffisances d'ordre structurel à tous les échelons administratifs de la wilaya", il précisa que l'ensemble des problèmes économiques et sociaux du Grand Alger ( problèmes de l'eau, des transports, du logement, du ravitaillement... ) ne pouvaient trouver de solution que dans la réorganisation de l'appareil administratif. Cela impliquait la refonte du statut de la fonction publique, l'encadrement des fonctionnaires par les jeunes officiers du Service National et le contrôle du secteur public par la DNC/ANP. C'est ainsi que tout le programme des constructions scolaires ( IIS établissements)

sera confié à l'armée ( DNC/ANP ).

A partir de la mise en place de cette structure de tutelle et d'encadrement qui, nous dit-on, concrétise l'esprit de la Charte, BOUHARA affirma qu'il était maintenant possible de procéder avec efficacité à la "nécessaire mobilisation populaire autour de son ANP pour la sauvegarde des acquis de la Révolution" ( El Moudjahid 14/10/76 ).

Et la presse fut chargée de mettre en condition la population et les travailleurs.

Le 14 Mars 1977, El Moudjahid ouvre le dossier du port d'Alger et dénonce le gachis :

" Des milliers de tonnes de matériel, dont la plupart ne porte aucune indication "pourrissent" littéralement. Du métier à tisser ultra moderne aux tringles... des monceaux considérables de matériel et produits sont abandonnés au port d'Alger. Plus personne ne réclame ces marchandises importées à coups de millions de devises... Des stocks irrémédiablement perdus et dont la valeur initiale est estimée à plus de 1 milliard ancien chaque année.... près de 20 pour cent des surfaces des terres pleines sont recouverts de déchets qui ne sont autres que des marchandises perdues..."

Qui est responsable se demande le plunitif ?

Interrogé, le PDG de la SONAMA incrimine les dockers dont la productivité a baissé d'un tiers, par suite des privilèges obtenus depuis la permanentisation totale : mise en retraite anticipée pour tous les ouvriers ayant atteint 55 ans, retraite mensuelle moyenne de 440 DA et comble du scandale,

" les veuves de dockers - accidents de travail ou mort naturelle - perçoivent grâce à l'assurance groupée une coquette somme qui leur assure souvent une retraite sinon confortable du moins beaucoup plus favorable que pour certains autres secteurs"

Le gachis du port d'Alger c'est la faute des dockers et des veuves !

Pourtant rétorquent les ouvriers, la SONAMA exige depuis le statut, deux fois par jour, un travail ininterrompu de 6 h 50, dans des conditions effroyables.

" Travailler sans lumière, avec des elarks et des grues vétustes, être exposé aux dangers imminents d'une élingue, d'un cordage, d'une chaîne ou de câbles qui ont été surutilisés est le lot quotidien du docker..."

Nous sommes les premiers au monde à avoir accepté de travailler sous palan"

De là, le nombre d'accidents mortels.

Les choses sont claires. Mais "El Moudjahid" poursuit son enquête et découvre que la responsabilité n'incombe pas aux P.D.G. mais aux ouvriers.

Le 5 Avril 1977, dans un article sur " le rendement en question ", ZERMOUM dénonce la paresse, l'absentéisme et le comportement anti-socialiste des dockers qui ont

entraîné un "processus de dégradation de la notion de travail à la SONAMA", et d'ajouter :

" Il est temps que le travail retrouve sa véritable signification, celle que la Charte Nationale a proclamé comme "étant non seulement un droit, mais aussi un devoir et un honneur"

Cela veut dire qu'il est temps que les dockers retroussent leurs manches, cessent de critiquer les PDG de la SONAMA et des Sociétés nationales et s'inspirent du message de Boumediene à la Nation qui dit :

" Sur le plan quantitatif, il nous faut travailler davantage et sur le plan qualitatif, rentabiliser concomitamment notre travail... Travailler toujours plus et toujours mieux, tel est notre principe "

Et Zermoum dévoile le plan de bataille du pouvoir, avalisé par la direction de l'UGTA, de l'UTAC et de la Fédération UGTA des ports : mise en place " de commissions de la bataille de la production " pour dégager le port.

Se trouvant à nouveau embrigadés, comme en 1975, dans un volontariat obligatoire, les dockers ripostent de la même façon en se plaçant sur leur terrain de classe.

#### LA GREVE EST GENERALE

Le 8 Mai, c'est la grève ! Les dirigeants de l'ATU et de l'ATE, de l'UTAC et de l'UGTA condamnent la grève et appellent à la reprise du travail, au nom de l'intérêt national.

Réunis en Assemblée Générale, les dockers rejettent les arguments sur la nécessité de " gagner la bataille de la production ", " la lutte anti-impérialiste"... et adoptent une plate forme revendicative : augmentation générale des salaires, réduction des heures de travail, paiement en heures supplémentaires des heures de " volontariat ", redéfinition d'un nouveau statut, conditions de sécurité, d'hygiène et de transport..., congés payés

Les structures corporatistes de la GSE n'ayant pas fonctionné, le Colonel- Wali intervient et exige la reprise préalable du travail avant toute discussion. Le travail ne reprend pas.

Le 10, la police encercle le port et cherche à intimider les grévistes qui ripostent par le renforcement de l'organisation du mouvement et la mise en place de piquets de grève.

Le 11, le Wali fait appel à des chômeurs et occasionnels pour décharger les navires et fait charger par la police les piquets de grève. Avec un violent accrochage ( 2 morts, 15 blessés ), les grévistes sont expulsés du port d'Alger qui passe sous le contrôle des forces de l'ordre.

La police tente de faire décharger quelques navires pour casser la grève, mais il apparait vite que rien de sérieux ne sera fait sans les dockers, qui ne baissent pas les bras.

Pas un train ne roule.

Boumediene menace.... et capitule.

Le relai est aussitôt pris par les agents de la R.S.T.A. ( transports d'Alger ) qui lancent le 1er Août, une grève générale qui risque de paralyser Alger : la plate forme est la même : salaires, conditions de travail, congés payés et droits sociaux.

Tous les dépôts sont fermés et protégés et une Assemblée Générale de tous les grévistes se tient au dépôt central de Fougeroux.

Pas question d'envoyer les responsables de l'ATE, BENIKOUS ou AMIR qui risquent d'être expulsés brutalement. Pas question d'envoyer la police contre les agents de la RSTA, corporation très combattive, car le pouvoir redoute une grève générale de toute la classe ouvrière. Alors Boumediene lui même quitte son Palais de Khalife, se rend humblement devant l'Assemblée générale des grévistes à Fougeroux et s'engage à satisfaire la majeure partie de leurs revendications.

Défaite éclatante du Colonel Président qui menaçait de ses foudres le peuple algérien dans son " Message à la Nation " et qui s'incline, comme un petit Sadate devant la grève générale de la seule RSTA.

Défaite que les grévistes ont voulu humiliante avec l'organisation d'une randonnée triomphale dans toute la capitale.

"Le Monde" du 4 Août rédige ainsi le constat de cette défaite.

" Le Président Boumediene s'est déplacé jusqu'au dépôt de Fougeroux pour écouter les doléances des travailleurs. Ceux-ci ont obtenu des promesses précises concernant leurs principales revendications. Au terme de la réunion, les chauffeurs et receveurs de la RSTA ont tenu à marquer leur " victoire " par une tournée bruyante dans Alger. C'est la seconde grève déclanchée par les agents de la RSTA en moins d'un an. Le mouvement d'octobre avait abouti à une augmentation des salaires et au reclassement de différentes catégories d'agents "

Ce déplacement de Boumediene devant une Assemblée Générale des grévistes et la remise en question par le maître lui même de l'ensemble de sa politique économique et sociale, ce concert joyeux et bruyant des grévistes victorieux expriment le fait qu'en Algérie, c'est la classe ouvrière qui a l'initiative et que la concentration des pouvoirs entre les mains d'une poignée de militaires et du Secrétaire Général du Syndicat des Colonels, bien loin de renforcer le régime, en a aggravé les contradictions et accentué la décomposition.

POUR UN CONGRES DEMOCRATIQUE DE L'U.G.T.A. !

AMIR- BENIKOUS avaient annoncé le 1er Mai, au meeting de la Salle HARCHA, que le prochain Congrès de l'UGTA qui se tiendrait avant la fin de 1977 serait celui de l'intégration du syndicat dans les structures corporatistes de la GSE.

Forts de la solidarité active de tous les dockers d'Algérie et d'Europe ( Bordeaux, Hambourg... ) et de la classe ouvrière algérienne, un millier de grévistes se réunissent le 14 Mai près du dock BOLOGHINE et tiennent une Assemblée Générale.

Des centaines de policiers les attaquent. L'affrontement est sévère.

Les dockers se dispersent et se regroupent devant la Maison du Peuple, siège de l'UGTA où ils décident d'aller en masse au siège de la Présidence.

A la hauteur de la Faculté de Médecine, les manifestants sont assaillis par les forces de l'ordre et contraints de refluer vers la Maison du Peuple que Boumediene n'ose pas faire attaquer par ses sbires. En Assemblée Générale, les dockers décident de tenir.

Devant cette détermination des dockers et la solidarité des travailleurs, Boumediene accepte de négocier avec les délégués des grévistes et satisfait une large partie des négociations.

#### UNE VICTOIRE DE TOUTE LA CLASSE OUVRIERE ALGERIENNE

Le pouvoir a subi une défaite sévère : les structures corporatistes de la G.S.E. ( ATU, ATE ) ont été balayées, les bureaucrates syndicaux de la Fédération des docks, de l'UTAC et BENIKOUS ont été écartés, l'APN fantôme n'a pas servi d'écran entre les masses et le pouvoir, le ministre du Travail AMIR et tout le gouvernement ont été impuissants et c'est le Colonel Wali et Boumediene lui-même qui ont été contraints de monter en première ligne, révélant la fragilité extraordinaire des institutions actuelles.

La victoire des dockers et la capitulation du pouvoir ont porté un coup sévère à l'ensemble de la politique d'austérité et des revenus, de la bataille de la production/gestion, des salaires liés à la productivité du travail, bref à toute la politique économique et sociale imposée à Boumediene par le F.M.I, la Banque Mondiale et ROCKFELLER.

C'est aussi la faillite des institutions pseudo-démocratiques et socialistes, ( ATU, ATE, APW, APN... ) et la remise en question de la politique intégrationniste de l'UGTA dans le cadre de la GSE.

C'est surtout une profonde défaite pour Boumediene qui s'était engagé à satisfaire les revendications des dockers en 1975 et qui, en 1977, les fait matraquer par ses sbires.

Parce que les dockers se sont affrontés directement à Boumediene qui dispose de tous les pouvoirs, leur victoire a été considérée comme une victoire pour le compte de toute la classe ouvrière algérienne et comme un appel à l'action.

Et de fait, les cheminots déclenchent le 19 juillet une grève sur les salaires, les congés payés, les conditions de travail.

Les dirigeants de la GSE et de l'UGTA sont balayés et c'est Boumediene qui doit intervenir. En riposte à l'intimidation de la police, les cheminots organisent leur mouvement, et le 21, c'est la grève générale des cheminots algériens.

Après la triple victoire de la classe ouvrière et la défaite de Boumediène, il est possible de faire avorter ce projet criminel de liquidation du syndicat.

Pendant la grève des dockers, les structures de la GSE ont été balayées, et les bureaucrates syndicaux furent contraints de s'aligner sur les positions des grévistes organisés en Assemblée Générale, Comité de grève, piquets de grève.

C'est dans ce mouvement, que les dockers affrontés au pouvoir ont dégagé une leçon fondamentale, celle de la nécessité d'expulser de leurs rangs, les lieutenants ouvriers d'Amir-Boumediène et de reprendre en mains la direction du syndicat pour lui faire jouer son véritable rôle : celui de l'organe de la défense des intérêts matériels et moraux des travailleurs.

C'est le sens du regroupement des grévistes devant la Maison du Peuple et la tenue d'Assemblées Générales dans les locaux de l'UGTA que le pouvoir n'a pas osé attaquer.

Ainsi dans la lutte, les travailleurs ont rejeté les théories fausses des ultra gauchistes qui opposaient les comités de grève au syndicat "pourri" et celles du PRS qui préconisait la création d'une deuxième UGTA plus pure et plus dure, celle là étant inféodée au pouvoir, ce qui était dans les deux cas abandonner l'UGTA à la clique de Bénikous.

Les cheminots et les agents de la RSTA assimilent parfaitement cette expérience et créent non seulement leurs propres organes de combat : Comités de grève, piquets de grève contrôlés par les Assemblées générales, organes qui seront à une autre étape ceux du pouvoir politique de la classe ouvrière, mais ils règlent le compte aux ATU, ATE et autres commissions corporatistes et s'efforcent à chasue fois de reprendre la direction de l'UGTA.

Ainsi le prochain Congrès de l'UGTA se présente comme une bataille acharnée entre les bureaucrates corporatistes, champions de l'austérité, de la bataille de la production/gestion, du renforcement de l'exploitation de la force de travail (volontariat), des salaires basés sur la productivité du travail, champions de la liquidation de l'UGTA et les délégués ouvriers qui se sont dégagés des dernières grèves et qui ont commencé à reconstruire le syndicat comme une arme entre les mains des travailleurs.

#### TRIBUNE ALGERIENNE DIT :

- Le prochain Congrès de l'UGTA doit être celui des seuls délégués ouvriers élus par les Assemblées Générales souveraines, à l'exclusion des prétendus "travailleurs" PDG, officiers de l'ANP, fonctionnaires et walis qui ont l'habitude de présider les Congrès régionaux de l'UGTA.

Hors des tribunes et du Congrès de l'UGTA, les hommes d'un pouvoir qui a tiré sur les dockers !

- Le rapport moral ne peut être celui d'un dirigeant aligné totalement

sur la politique anti-ouvrière d'Amir-Boumediene. Il doit être rédigé par les dirigeants ouvriers qui ont organisé et gagné les grèves contre le pouvoir. Il doit être centré sur les grèves de Mai-Août, les formes d'organisation et de lutte. Il doit dégager une plate forme revendicative pour toute la classe ouvrière : augmentation générale et massive des salaires, conditions de travail satisfaisantes (hygiène, sécurité, pauses,...) diminution des heures de travail, abandon du volontariat, abandon de la prétendue législation "socialiste" du travail qui renforce l'exploitation, congés payés, respect et renforcement des lois sociales ouvrières, statut de la fonction publique...

Les travailleurs n'ont pas à prendre en charge le prochain plan quadrien-nal, la bataille de la production/gestion et toute la politique de Boumediene qui n'a rien à voir avec les intérêts de la classe ouvrière et du peuple, car elle est, comme celle de Sadate, imposée par le FMI et ROCKFELLER.

Tribune Algérienne dit :

La tenue d'un véritable Congrès démocratique de l'UGTA, qui est la conclusion logique des grève générales des dockers, cheminots, agents de la RSTA, serait une victoire considérable pour la classe ouvrière algérienne.

Epurée des bureaucrates bourgeois, dirigée par des cadres éprouvés et issus des luttes ouvrières et se battant sur le seul terrain des revendications ouvrières, l'UGTA serait un instrument de lutte extraordinaire entre les mains du prolétariat.

Une impulsion gigantesque serait donnée à la lutte des classes, la désin-tégration du régime bourgeois de Boumediene serait accélérée, la voie serait dégagée pour des millions de femmes, de jeunes, de fellahs et de chômeurs qui combattant derrière la classe ouvrière imposeraient l'ASSEMBLEE CONSTITUANTE SOUVERAINE élue démocratiquement au suffrage universel et désignant en son sein un gouvernement responsable, capable de donner au peuple algérien le travail, un logement, le pain et les libertés.

Août 1977

X X  
X